



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Campagne présidentielle
Question au Gouvernement n° 4620

Texte de la question

CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE

M. le président. La parole est à M. Philippe Gosselin.

M. Philippe Gosselin. Monsieur le Premier ministre, souvenez-vous : en 2017, votre Gouvernement nous promettait un monde nouveau. Il devait moderniser la vie politique, en finir avec les pratiques iniques,...

Mme Caroline Abadie. Réduire le chômage !

M. Philippe Gosselin. ...corriger les défaillances de notre démocratie – rien que cela. Cinq ans plus tard, il faut bien le dire : ce nouveau monde nous paraît pire que l'ancien. Finalement, votre majorité reproduit, et même accentue, tous les travers politiques qu'elle dénonçait hier.

M. Maxime Minot. Eh oui !

M. Erwan Balanant. Vous transmettez nos amitiés à M. Claude Guéant !

M. Philippe Gosselin. Depuis septembre, le Président de la République fait campagne matin, midi et soir. Avec le chéquier de la France, il multiplie les dépenses électorales à mesure que la présidentielle se rapproche. Certes, cela n'est pas totalement nouveau, mais on ne l'avait jamais vu dans des proportions pareilles. Depuis l'été, on note quarante-deux annonces supplémentaires et 45 milliards de dépenses inconnues et rarement financées. Jamais on n'a connu un tel degré d'irresponsabilité budgétaire. Comme cela ne suffit pas, on découvre que le Président de la République profite de son statut pour faire campagne à bon compte et à grand renfort de battage médiatique.

Un député du groupe LR . M. Gosselin a raison !

M. Philippe Gosselin. L'émission qui sera diffusée demain soir est bien une émission de campagne, ni plus ni moins. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LR. – M. Pascal Brindeau applaudit également.)* Personne ne s'y trompe, sauf que le président refuse de s'appliquer à lui-même les règles sur les temps de parole que doivent pourtant respecter tous les autres candidats.

Comment accepter que le président puisse lui-même se soustraire délibérément à la règle commune, et mener une campagne qui n'en porte pas le nom, qui plus est, financée par l'ensemble des Français ? Monsieur le Premier ministre, allez-vous prendre vos responsabilités et saisir le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) afin que cette émission du Président de la République soit décomptée de son temps de parole ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR. – M. Pascal Brindeau applaudit également.)*

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du Premier ministre, porte-parole du Gouvernement.

M. Gabriel Attal, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, porte-parole du Gouvernement. Monsieur Gosselin, quand on cherche à convaincre les Français, on cherche à leur parler ; pas à empêcher les autres de le faire. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM. – M. Erwan Balanant applaudit également.*) Quand on cherche à convaincre les Français, on cherche la cohérence. Vous dites l'inverse exact de ce que vous disiez il y a dix ans, quand vous défendiez à raison la légitimité du président Sarkozy à parler de son action face à la crise, jusque tard en 2012. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*) Quand on cherche à convaincre les Français, on parle d'eux, de leurs attentes, de leurs inquiétudes ; pas de tambouille politicienne (*Exclamations sur les bancs du groupe LR*) ou de je ne sais quel artifice pour enfumer le débat.

Mais la réalité, c'est que votre écran de fumée masque bien votre gêne et votre embarras. Cela fait un moment que vous avez arrêté d'essayer de convaincre les Français. Vous cherchez à les dégoûter du débat politique en le tirant vers le bas ;...

Mme Marie-Christine Verdier-Jouclas. Il a raison !

M. Gabriel Attal, secrétaire d'État. ...à les dégoûter de l'action politique en refusant par principe toutes les propositions et toutes les solutions qui sont apportées ; à les dégoûter de l'avenir, en dépeignant tout en noir, en refusant de considérer qu'il puisse y avoir un espoir pour l'avenir. Nous assumons d'être au rendez-vous de la pire crise depuis un siècle et de nous exprimer devant les Français au sujet des mesures que nous prenons. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM, Dem et Agir ens. – Exclamations sur les bancs du groupe LR.*) Nous assumons d'être au rendez-vous de l'Europe et de lui fixer un cap pour les mois à venir ; nous assumons d'être au rendez-vous de la France,...

M. Michel Herbillon. Un peu de modestie ne nuit pas !

M. Gabriel Attal, secrétaire d'État. ... de recruter les policiers que vous avez licenciés, de baisser les impôts que vous avez augmentés, de sauver les services publics que vous avez voulu liquider. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.*)

Ce quinquennat est un miroir de vos échecs et de vos renoncements. Voilà pourquoi vous êtes gênés quand le Président de la République s'exprime devant les Français, comme il est légitime à le faire. Laissez chacun s'exprimer et, surtout, laissez les Français juger. (*Vifs applaudissements sur les bancs des groupes LaREM, Dem et Agir ens.*)

M. le président. La parole est à M. Philippe Gosselin.

M. Philippe Gosselin. Monsieur le secrétaire d'État, puisque vous parlez de Nicolas Sarkozy, sachez qu'en janvier 2012, son temps de parole a été décompté,...

M. Maxime Minot. Eh oui !

M. Philippe Gosselin. ...et il a été considéré comme présumé candidat par le CSA. Appliquez donc les mêmes règles, puisque vous semblez les ignorer. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État.

M. Gabriel Attal, secrétaire d'État. Je vais vous donner une information exclusive : nous sommes en décembre.

Plusieurs députés du groupe LR. Et alors ?

M. Gabriel Attal, *secrétaire d'État*. Nous ne sommes pas encore en janvier. Les règles du CSA sont très claires. *(Huées sur les bancs du groupe LR. – Plusieurs députés des groupes LaREM et Dem se lèvent et applaudissent vivement.)*

M. Philippe Gosselin. Il me reste deux secondes, je veux répondre !

Plusieurs députés du groupe LaREM . Non !

M. le président. Vous avez déjà répondu, monsieur Gosselin.

Données clés

Auteur : [M. Philippe Gosselin](#)

Circonscription : Manche (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4620

Rubrique : Élections et référendums

Ministère interrogé : Porte-parole du Gouvernement

Ministère attributaire : Porte-parole du Gouvernement

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [15 décembre 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [15 décembre 2021](#)